Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **Département du pilotage de la mobilité** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2021-813** **03/11/2021**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 5

Objet : Appel à candidatures : 5 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Agence de Services et de Paiement

- 1 poste de directeur régional
Date limite de candidature : 03/12/2021

Conservatoire du littoral

- 1 poste de chargé(e) de communication
Date limite de candidature : 15/11/2021

- 1 poste de chargé(e) de capitalisation
Date limite de candidature : 15/11/2021

FranceAgrimer :

- 1 poste de chef(fe) du service de l’appui au pilotage
Date limite de candidature : 30/11/2021

Service Europe et International :

- 1 poste de conseiller référent sanitaire et phytosanitaire en Chine
Date limite de candidature : 03/12/2021

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement

Direction Régionale Normandie
8-10 rue Bailey CS 25273
14052 CAEN cedex 4

Directeur Régional (H/F)

N° du poste : R27005 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	**Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 1**
Poste vacant / SREPES **Date limite de candidature : 3 décembre 2021**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction régionale Normandie est une entité de 60 agents titulaires et plus d'une trentaine d'agents contractuels répartis sur 2 sites (Caen et Rouen) déclinant au plan régional les missions notamment des domaines agricole, de l'investissement, de l'emploi et de la formation professionnelle, du social et de l'écologie, en assurant la gestion, le paiement, et le contrôle des aides publiques européennes, nationales et régionales. 5 services composent la Direction régionale : le service des contrôles, le service agriculture développement rural et pêche, le service industrie du futur, le service formation professionnelle emploi et aides économiques, le service administratif et financier. Le (la) Directeur (trice) Régional(e) est secondé(e) par une Directrice Régionale adjointe (basée à Caen).
Objectifs du poste	Le (la) Directeur (rice) Régional(e) met en œuvre les orientations définies au niveau national pour sa région et participe à la définition de la stratégie de l'établissement. Il(elle) assure le pilotage de l'activité au plan local et s'assure de la bonne organisation et du bon fonctionnement de ses équipes. Le (la) Directeur (rice) Régionale(e) représente l'ASP dans sa région. A ce titre, il est l'interlocuteur privilégié des services de l'Etat (Préfets, DRAAF, DREETS, DRAJES, DDT(M), DDETS, DDPP, DDETS-PP) des collectivités territoriales (Conseil régional, Conseils départementaux) et des établissements publics (Pôle Emploi, missions locales).
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Administrer et gérer la direction régionale. - Définir les objectifs principaux et les priorités auprès de ses collabotateurs directs. - Animer les réunions (éléments de contexte, pédagogie sur les orientations…) - Elaborer les notes de service, participer à l'élaboration de notes de procédures locales - Le cas échéant, co-animer des points fixes de l'encadrement intermédiaire des services (en relation avec le chef de service) - Définir les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie et à la production que ses services doivent assurer

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">
- Négocier et s'engager sur des résultats à atteindre en fonction des moyens attribués
- Assurer un suivi budgétaire, rendre compte de son suivi, proposer des modifications budgétaires
- Suivre les tableaux de bord : des activités, des résultats, des relevés de points d'alerte
- Mettre en œuvre des mesures correctives et être force de proposition constante auprès de la direction générale
- Définir les missions et les objectifs de ses collaborateurs
- Elaborer et actualiser régulièrement des fiches de poste
- Evaluer les agents, suivre l'actualisation de la gestion prévisionnelle des activités et des emplois
- Suivre la mise en œuvre du contrôle interne
- Animer les instances de dialogue social locales
- Représenter l'ASP sur un plan technique et réglementaire général de l'établissement dans les instances extérieures

La tenue du poste nécessite polyvalence, disponibilité, capacité managériale et aptitudes relationnelles
</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">La direction générale, toutes les directions du siège et directions régionales, les services centraux et déconcentrés de l'Etat, les partenaires (collectivités territoriales, organisations socio-professionnelles…).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissances solides en droit, économie et/ou sciences et techniques,

Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux,

Connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'Etat et des Collectivités Territoriales,

Règles de gestion comptable et budgétaire,

Médias et techniques de communication,

Techniques de management,

Aisance à s'approprier de nouveaux systèmes d'information

Connaissance du fonctionnement des structures administratives au plan européen, national, régional et de leurs règles.</td><td>Capacité d'organisation, de pilotage,

Elaborer le budget du site et en piloter l'exécution,

Capacité à déléguer,

Capacité d'initiative,

Gérer une relation externe,

Aptitude à la prise de décision,

Capacité à fixer des objectifs cohérents,

Capacité à mobiliser et valoriser les compétences,

Aptitude à prévenir, arbitrer et gérer les conflits,

Attention portée au développement professionnel des collaborateurs,

Animation d'équipe</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Stéphane LE-MOING, Président directeur général
Tél. 05 55 12 00 17 - courriel : stephane.le-moing@asp-public.fr

M. François PROJETTI, Directeur général délégué,
Tél. 05 55 12 00 16 - courriel : francois.projetti@asp-public.fr

M Vianney BOURQUARD, Secrétaire général
Tél. 05 55 12 00 27 - courriel : vianney.bourquard@asp-public.fr

Mme. Stéphanie ROUVERON, Directrice des Ressources Humaines
Tél. 05 55 12 00 53 – courriel : stephanie.rouveron@asp-public.fr</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : RFT DGPAT-NP – 2021 – 23-RM-06

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e)

Chargé de communication (F/H) « pour le projet Life ADAPTO » (CDD de 1 an) au sein de la direction de la gestion patrimoniale à Rochefort (17)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 210 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services centraux sont composés de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (DAFSI), de la direction de la gestion patrimoniale (DGPAT) et du secrétariat général.

Le poste de chargé de communication du projet adapto est placé dans l'équipe projet adapto au sein de la direction de la gestion patrimoniale.

Description des missions de la DGPAT

La DGPAT est chargée, en relation avec les délégations de rivages, du pilotage des dispositifs de gestion des sites du Conservatoire. Elle s'assure que les sites répondent aux exigences fixées par la loi : maintien des équilibres écologiques, qualité paysagère et valorisation du patrimoine naturel et culturel, accessibilité et information du public. Elle est le garant de la qualité des relations conventionnelles avec les gestionnaires et les usagers.

Outre son directeur, la DGPAT est composée de sept agents : six interviennent sur différentes thématiques et un est chargé de l'assistance administrative, financière et documentaire.

Par ailleurs, une équipe projet de quatre agents a été constituée en 2018 pour mener à bien le projet adapto.

Description du poste à pourvoir

Le projet adapto vise à expérimenter une gestion souple du trait de côte (en tant que solution fondée sur la nature pour l'adaptation des territoires littoraux au changement climatique) sur 10 sites pilotes, et à promouvoir ce type de solutions le plus largement possible. Il bénéficie d'un financement du programme Life de l'Union Européenne jusqu'à fin décembre 2022. L'année 2022 sera dédiée à la capitalisation et à la communication sur les résultats issus du projet adapto. Plus d'informations sur adapto peuvent être trouvées sur : https://www.lifeadapto.eu/.

Le chargé de communication sera chargé **d'accompagner l'équipe projet dans la valorisation des résultats issus du projet Life adapto, ainsi que de gérer la communication autour du projet et de la promotion de la gestion souple du trait de côte en général.**
Les principales missions demandées sont les suivantes :

-Propositions de contenus et mise à jour régulière des outils de communication en ligne existants (site internet, page facebook, newsletter…) ;

-Prise en charge de la conception graphique de l'ensemble des produits finaux du projet, et suivi de leur réalisation en impression ;

-Propositions de contenus communicants et conception graphique de documents de vulgarisation (formats 4p ou 8p) à partir des rapports techniques produits dans le cadre du projet ;

-Pilotage du marché de réalisation des 10 vidéos de promotion des résultats du projet sur chacun des sites, en lien avec le prestataire de service titulaire du marché ;

-Participation active à la préparation du colloque final adapto (prévu en novembre 2022), réalisation des éléments de communication afférents (kakémonos, gestion des invitations, communiqués de presse…) et promotion de l'évènement, contribution à l'organisation logistique ;

-Soutien aux chargés de projet adapto dans l'organisation d'évènements locaux et régionaux de restitution des résultats du projet, pour ce qui concerne les éléments de communication et la promotion des évènements ;

-Appui à la relation avec les médias et les partenaires (consolidation d'éléments de langage sur la gestion souple du trait de côte, réponses directes aux sollicitations de certains médias, suivi des mentions du projet adapto dans tous les types de médias…) ;

-Appui à la définition d'une stratégie de communication sur les solutions fondées sur la nature sur le littoral, pour poursuivre leur promotion après la fin du projet Life.

Compétences requises

- Maîtrise des outils et des stratégies de l'information et de la communication ;
- Maîtrise des outils de graphisme (logiciels inDesign, Illustrator et Photoshop), et expérience avérée en matière d'élaboration graphique de documents de communication ;
- Capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse ;
- Aisance relationnelle et capacités d'expression orale ;
- Sens du travail en équipe ;
- Réactivité et capacité de travail dans des délais contraints ;
- Connaissance du secteur de l'environnement appréciée ;
- Maîtrise de l'anglais appréciée.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le poste est placé sous l'autorité hiérarchique du directeur de la gestion patrimoniale.
Il est en relation fonctionnelle rapprochée avec l'équipe du projet adapto et le responsable de mission interface terre-Mer. Il travaille également en lien avec la délégation communication et mécénat, ainsi qu'avec les délégations de rivages.

Date de prise de fonction et lieu d'affectation

Le poste est basé à Rochefort (17). Il est à pourvoir à partir du 15 décembre 2021.
Le contrat proposé est un CDD d'une durée d'un an. Des financements sont recherchés pour étendre la démarche adapto à d'autres sites, et une poursuite du CDD au-delà de fin 2022 pourrait être envisagée dans ce cadre.

Renseignements et dépôts des candidatures
Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation) sont à faire parvenir au plus tard **le 15 novembre 2021** sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Renseignements sur le poste ***(pas de dépôt de candidature à cette adresse)***
Patrick BAZIN, directeur de la gestion patrimoniale, p.bazin@conservatoire-du-littoral.fr
Anne MARTINET, coordinatrice projet Life ADAPTO, a.martinet@conservatoire-du-littoral.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : RFT DGPAT-NP – 2021 – 24-RM-06

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e)

Chargé de capitalisation (F/H) « pour le projet Life ADAPTO » (CDD de 1 an) au sein de la direction de la gestion patrimoniale à Rochefort (17)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 210 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services centraux sont composés de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (DAFSI), de la direction de la gestion patrimoniale (DGPAT) et du secrétariat général.

Le poste de chargé de capitalisation du projet adapto est placé dans l'équipe projet adapto au sein de la direction de la gestion patrimoniale.

Description des missions de la DGPAT

La DGPAT est chargée, en relation avec les délégations de rivages, du pilotage des dispositifs de gestion des sites du Conservatoire. Elle s'assure que les sites répondent aux exigences fixées par la loi : maintien des équilibres écologiques, qualité paysagère et valorisation du patrimoine naturel et culturel, accessibilité et information du public. Elle est le garant de la qualité des relations conventionnelles avec les gestionnaires et les usagers.

Outre son directeur, la DGPAT est composée de sept agents : six interviennent sur différentes thématiques et un est chargé de l'assistance administrative, financière et documentaire.

Par ailleurs, une équipe projet de quatre agents a été constituée en 2018 pour mener à bien le projet adapto.

Description du poste à pourvoir

Le projet adapto vise à expérimenter une gestion souple du trait de côte (en tant que solution fondée sur la nature pour l'adaptation des territoires littoraux au changement climatique) sur 10 sites pilotes, et à promouvoir ce type de solutions le plus largement possible. Il bénéficie d'un financement du programme Life de l'Union Européenne jusqu'à fin décembre 2022. L'année 2022 sera dédiée à la capitalisation et à la communication sur les résultats issus du projet adapto. Plus d'informations sur adapto peuvent être trouvées sur : https://www.lifeadapto.eu/.

Le chargé de capitalisation sera chargé d'accompagner l'équipe projet dans la capitalisation des résultats issus du projet Life adapto.

Le chargé de capitalisation aura en charge en priorité la mise en œuvre de la stratégie de capitalisation qui a été définie. Cette stratégie de capitalisation s'articule autour de 3 axes :
- Démontrer la faisabilité de la gestion souple du trait de côte, en valorisant les démarches locales mises en œuvre sur les sites adapto,
- Démontrer l'intérêt de la gestion souple du trait de côte, et en préciser les conditions d'efficacité, à partir d'une mise en perspective de l'intérêt de la gestion souple du trait de côte par rapport à d'autres stratégies sous l'angle des disciplines abordées dans adapto,
- Favoriser l'essaimage, à partir notamment de la consolidation d'une boîte à outil méthodologique.

Le chargé de projet pourra également être force de proposition pour renforcer/compléter cette stratégie de capitalisation.

Les principales missions du chargé de projet capitalisation seront les suivantes :
•1er axe :
o **Pilotage du marché « réalisation des récits de site »** : ces récits de site, qui retracent les démarches menées sur les sites du point de vue des acteurs locaux selon une méthodologie qui a déjà été déployée sur le site du Petit Travers (disponible ici : https://www.lifeadapto.eu/media/5422/Recit_de_site_PetitTravers_plaquette_2020_web.pdf), seront réalisés par un prestataire de service. Le chargé de capitalisation aura pour mission d'orienter le prestataire et d'appuyer les chargés de projet et les délégations concernées dans la mise en œuvre de la démarche sur les 5 sites retenus ;

•2ème axe :
o Pilotage et rédaction d'un **document d'analyse de l'intérêt de la gestion souple par rapport aux autres stratégies de gestion côtière**. Il sera construit à partir des analyses thématiques (perception sociale, paysage, risques, biodiversité, économie) réalisées à l'échelle de chacun des sites, et les mettra en perspective dans une analyse inter-sites, et en fonction de la littérature existant sur ces différentes thématiques. Ce document de synthèse sera réalisé en impliquant autant que possible un comité éditorial institutionnel ;

•3ème axe :
o Accompagner les partenaires dans la consolidation de **guides méthodologiques** (ou guides de retours d'expériences) sur les différentes dimensions thématiques abordées dans adapto ;
o Rédaction des guides/retours d'expérience incombant au Conservatoire du littoral, en étroite articulation avec les chargés de projet adapto (présentation de l'approche interdisciplinaire adapto, et retours d'expériences pour favoriser la mise en œuvre de stratégies de gestion souple du trait de côte).

• A partir de ce travail de capitalisation, **préparation des éléments de restitution** nécessaires pour alimenter les réunions de présentations finales prévues dans le cadre d'adapto (au niveau local, régional, et lors du colloque adapto national).

• Les actions de communication seront prises en charge par ailleurs par un chargé de communication dédié au sein de l'équipe adapto. Néanmoins, le chargé de capitalisation sera appelé à collaborer régulièrement à la mise en œuvre des actions de communication.

• En fonction de sa charge de travail et de celle du reste de l'équipe adapto, il pourra également être amené à participer à la préparation des visites d'évaluation de la commission européenne, et au rapport final prévu fin 2022.

Compétences requises

- Capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse ;
- Connaissances ou expérience préalable dans au moins un des domaines abordé dans adapto (économie, gestion des risques, suivi de la biodiversité, analyse de la perception sociale, concertation et gouvernance, pédagogie, approches paysagères) ;
- Connaissances ou expériences préalables en évaluation de projets ou de politiques publiques appréciées ;
- Intérêt ou expérience préalable en lien avec les solutions fondées sur le nature ;
- Sens du travail en équipe ;
- Aisance relationnelle et capacités d'expression orale ;
- Réactivité et capacité de travail dans des délais contraints ;
- Maîtrise de l'anglais appréciée.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le poste est placé sous l'autorité hiérarchique du directeur de la gestion patrimoniale.
Il est en relation fonctionnelle rapprochée avec l'équipe du projet adapto et le responsable de mission interface terre-Mer. Il travaille également en lien avec la délégation communication et mécénat, ainsi qu'avec les délégations de rivages.

Date de prise de fonction et lieu d'affectation

Le poste est basé à Rochefort (17). Il est à pourvoir à partir du 15 décembre 2021.
Le contrat proposé est un CDD d'une durée d'un an. Des financements sont recherchés pour étendre la démarche adapto à d'autres sites, et une poursuite du CDD au-delà de fin 2022 pourrait être envisagée dans ce cadre.

Renseignements et dépôts des candidatures
Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation) sont à faire parvenir au plus tard **le 15 novembre 2021** sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi
La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi

Renseignements sur le poste ***(pas de dépôt de candidature à cette adresse)***
Patrick BAZIN, directeur de la gestion patrimoniale, p.bazin@conservatoire-du-littoral.fr
Anne MARTINET, coordinatrice projet Life ADAPTO, a.martinet@conservatoire-du-littoral.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) du service de l'appui au pilotage

Secrétariat général / Service « appui au pilotage »

N° appel à candidature : 20275	**Catégorie : A/A+**
Cotation parcours professionnel : 3	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **G1 (si attaché ou IAE)** **G3.2 (si IPEF)** **G2 (si administrateur civil)**
Filière d'emploi : 1 - Élaboration et pilotage des politiques publiques	
Poste vacant	**Localisation : MONTREUIL** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,

- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le secrétariat général de FranceAgriMer assure la gestion des moyens de l'établissement et coordonne l'action des huit services placés sous son autorité.

Objectifs du poste

Sous l'autorité du secrétaire général, le service de l'appui au pilotage est chargé de suivre les actions de modernisation et des dossiers transverses nécessitant une coordination entre les différents services de l'établissement.
Composé de 6 agents, le service est notamment chargé de la définition et du suivi des outils de pilotage permettant de suivre l'avancée des projets impactant l'établissement dans son ensemble.
Le service est également en charge de l'évaluation de l'impact de ces projets sur les moyens de l'établissement et tout particulièrement au regard de la gestion de ses moyens humains et financiers de l'établissement.

Missions et activités principales :

- Encadrer l'activité des six agents du service ;
- Assurer la coordination des services dans la mise en œuvre des projets transversaux et des orientations stratégiques de l'établissement ;
- Elaborer un cadre méthodologique adapté au suivi des activités et des projets de l'établissement et conduire l'évaluation des résultats, l'impact organisationnel et l'efficacité des moyens mis en œuvre (tableaux de bord et indicateurs de pilotage) ;
- Coordonner le pilotage de l'établissement au titre du Plan de Relance et du plan d'investissement France 2030 ;
- Assurer le suivi des actions de mutualisation dans lesquelles FranceAgriMer s'est engagé et suivre les objectifs fixés par le contrat d'objectif et de performance et le projet d'Etablissement ;
- Fournir un appui méthodologique et organisationnel aux services ;
- Superviser le suivi de la procédure de certification de l'établissement au titre de la norme ISO 27001 ;
- Prendre en charge à la demande du Secrétaire Général tout projet ou sujet transversal à l'établissement.

Relations fonctionnelles du poste :

Direction générale, Secrétariat général, tous services du siège de FranceAgriMer, services territoriaux, DRAAF, administration centrale du ministère chargé de l'agriculture

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

– Expérience en matière de pilotage de dossier, conduite de projets, coordination

Savoir-faire / Maîtrise

– Qualités managériales
– Maîtrise des techniques d'expression écrites et orales
– Réactivité, autonomie, rigueur et méthode
– Sens du contact et aisance dans la communication écrite et orale
– Respect des délais et échéances
– Capacité à rendre compte des difficultés
– Maîtrise des outils bureautiques

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Diplôme – Expérience professionnelle Expérience réussie sur des fonctions similaires	
Contraintes du poste : Pas de contraintes particulières	
Poste clé[1] :	Oui Non ⊗
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ⊗
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ⊗

Personnes à contacter

Jean-François Kuntgen, secrétaire général
01.73.30.20.46 (jean-francois.kuntgen@franceagrimer.fr)

Marc Castaings, secrétaire général adjoint
01.73.30.24.30 (marc.castaings@franceagrimer.fr)

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/11/2021

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Conseiller référent sanitaire et phytosanitaire en Chine
à compétence régionale (Hong-Kong, Macao, Taïwan, Mongolie)

Prise de poste souhaitée pour le 1er janvier 2022
Niveau de classement parcours professionnel : 3

Sous l'autorité du Conseiller aux affaires agricoles (CAA) domicilié à Pékin, le pôle agricole et agroalimentaire comprend quatre agents :

- deux conseillers référents ;
- deux agents de droit local (l'un plus particulièrement chargé de suivre les questions sanitaires et phytosanitaires, l'autre suivant l'ensemble des autres dossiers).

Nature de l'activité

Les missions du pôle agricole et agroalimentaire pour la zone de compétence sont les suivantes :

- effectuer une veille active et informer les autorités françaises, et plus particulièrement le MAA, sur l'évolution de l'agriculture, et de la pêche, les orientations des politiques agricole/sanitaire/alimentaire/pêche et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, *etc*.) ;
- observer activement l'évolution des positions des pays en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- soutenir et promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, PAC, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, CODEX, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille, politique de l'alimentation, *etc*.) ;
- préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires…) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne ;
- créer et maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat, en assurer le suivi et l'évaluation, et assurer une coordination des opérateurs du MAA qui y contribuent (FranceAgriMer, ENSV/FVI) ;
- favoriser en collaboration avec Business France, SOPEXA et les organisations représentatives professionnelles, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régalienne, et un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;

- contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et agroalimentaire et assurer une mission d'identification, de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et ou du MAA, notamment en ce qui concerne le programme France export de Business France, et les actions de la concession de service public de SOPEXA, portés par la marque Taste France;
- le cas échéant, contribuer avec Business France et la Chambre de commerce à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;
- mettre en œuvre la stratégie Europe et international du MAA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que le soutien à l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge.
- être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents.
- représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence.

Le conseiller agricole référent sanitaire et phytosanitaire peut être amené à couvrir l'ensemble des activités présentées ci-dessus. Sous l'autorité du conseiller agricole, il est plus particulièrement chargé des missions suivantes :

- Assurer une veille sanitaire et phytosanitaire (SPS) ;
- Assurer et développer le lien entre les administrations françaises et chinoises, notamment pour les questions liées aux aspects SPS, et aider au besoin à résoudre des blocages en frontière ;
- Participer au processus de priorisation des actions sanitaires en lien avec les acteurs institutionnels (DGAL, FAM, autres états membres);
- Mener des missions de terrain en lien avec les ambassades des pays de la zone, et y rencontrer les autorités sanitaires et phytosanitaires ;
- Contribuer à la veille et à l'analyse économique du pôle agricole par la rédaction de lettres d'information et de notes destinées à l'administration française comme aux acteurs économiques ;
- Suivre certaines des actions conduites auprès de nos entreprises par les opérateurs publics ou ceux sous contrats publics (salon, études…) ;
- Accompagner certains programmes de coopération (recherche ou la formation agricole…), appuyer l'organisation d'événements ponctuels ;
- Participer à la préparation et l'exécution des visites de haut niveau.
- Assurer, si besoin est, la suppléance du CAA en Chine. Ceci recouvre notamment les missions suivantes : veille active sur l'évolution de l'agriculture, de la forêt et de la pêche en Chine et dans les pays de la zone, suivi des politiques agricole, sanitaire, alimentaire, forestière et de pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences, soutien des positions françaises, facilitation des négociations sanitaires, et plus globalement, le suivi des actions de coopération de toute nature engagées en application des

accords bilatéraux (FAM, autres organismes), collaboration avec Business France, SOPEXA et ADEPTA ; soutien au développement du commerce agroalimentaire de la France en direction des pays de la zone.

QUALITÉS REQUISES

- connaissance de la politique agricole française et européenne ainsi que des filières agricoles, agroalimentaires et forestières ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, très bonnes capacités d'analyse et de synthèse, rigueur ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- aptitude à la négociation internationale et capacité à porter les intérêts français, sens des relations humaines et de la diplomatie ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade et à conduire des projets ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique ;
- la connaissance du chinois serait un avantage.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Emmanuelle SOUBEYRAN – Directrice générale adjointe – DGAl
01 49 55 81 77 –emmanuelle.soubeyran@agriculture.gouv.fr

Charles MARTINS FERREIRA – Sous-directeur des affaires sanitaires européennes et internationales – DGAl
01 49 55 81 20 - charles.martins-ferreira@agriculture.gouv.fr

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE
01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Françoise SIMON –Sous-directrice international – DGPE
01 49 55 53 41– francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr

François BLANC, **Conseiller agricole en Chine**
+ 86 10 8531 2303 - francois.blanc@dgtresor.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Sébastien RIHANI, mél : sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr
Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.